

Art. 31. Na de sluiting van de zitting zendt de voorzitter van elke examencommissie aan de Minister de naamlijst van de uitslagen.

HOOFDSTUK IV. — *Sloebepalingen*

Art. 32. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 juni 1970 tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 4 april 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 1970.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991 met uitzondering van de §§ 2 en 3 van artikel 12 die op 1 oktober 1992 van kracht worden.

Brussel, 18 september 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 562

[S-C — 20773]

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel)

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu la nécessité de prendre sans délai les mesures donnant la possibilité au jury de la Communauté française de mettre efficacement en application les modifications apportées à son mode d'organisation et de fonctionnement et permettant aux candidats de se préparer dans de bonnes conditions aux épreuves organisées par le jury de la Communauté française,

Arrête :

Article 1er. L'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel) est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14, § 1er. Les droits d'inscription sont fixés à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, tel qu'il a été modifié.

§ 2. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

§ 3. Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110106-04 du comptable des recettes du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation à 1010 Bruxelles. »

Art. 2. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16, § 1er. Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 1°, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire et la géographie.

Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : deux branches obligatoires : une deuxième langue moderne (néerlandais, anglais ou allemand) et les sciences (physique, chimie, biologie).

L'épreuve de langue moderne comprend une partie écrite et une partie orale. L'épreuve de sciences est écrite.

C. Troisième groupe : une branche à choisir parmi le latin et les sciences économiques ou deux branches à choisir parmi une troisième langue moderne (néerlandais, anglais, allemand, italien ou espagnol), grec, complément de mathématique et complément de sciences.

Le président détermine les matières sur lesquelles les examens auront lieu par écrit ainsi que les sujets et questions de ces examens.

La branche choisie comme deuxième langue moderne (deuxième groupe) ne peut être choisie comme troisième langue.

§ 2. Le candidat peut passer les trois groupes d'épreuves en une session unique ou les répartir en deux ou trois sessions. »

Art. 3. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* Article 18 § 1er. Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 4^o, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire et la géographie. Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : des épreuves orales portant sur des matières de cours spécifiques à la quatrième année d'une section ou orientation d'études de l'enseignement secondaire inférieur professionnel.

A cette fin, le candidat présente le programme d'une école de son choix, de plein exercice organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté.

C. Troisième groupe : des épreuves pratiques en rapport avec le programme déposé.

§ 2. Le Président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme de la quatrième année présenté par le candidat, les cours considérés comme spécifiques.

§ 3. Le candidat peut passer les trois groupes d'épreuves en une session unique ou les répartir en deux ou trois sessions. »

Art. 4. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* Article 19, § 1er. Pour toutes les branches précisées à l'article 16 ainsi que pour les branches figurant au premier groupe d'épreuves prévu aux articles 17 et 18, les candidats sont interrogés sur les matières d'un programme propre au jury.

§ 2. Les programmes du jury fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, sont à la disposition des candidats sur simple demande. »

Art. 5, § 1er. L'article 32 § 2 du même arrêté est complété comme suit :

* e) Pour le troisième groupe visé à l'article 16, le candidat doit obtenir 50 % des points dans chacune des branches. »

§ 2. L'article 32, § 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* § 6 La délivrance du certificat de l'enseignement secondaire inférieur est soumise à la réussite des trois groupes d'épreuves visés à l'article 16 ou des trois groupes d'épreuves attachées au même programme présenté et visés aux articles 17 et 18, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves. »

Art. 6. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* Art. 34. L'arrêté ministériel du 17 juin 1986 relatif à l'examen de fin d'études secondaires inférieures à subir devant le jury d'Etat de l'enseignement secondaire inférieur tel qu'il a été modifié, est abrogé. »

Art. 7. A titre transitoire, les candidats qui ont obtenu, avant le 31 décembre 1992 :

- soit une attestation de réussite partielle en vertu du § 5 de l'article 32 du même arrêté;
- soit une ou plusieurs dispenses d'interrogation en vertu du § 7 de ce même article,

conservent le bénéfice de cette attestation et/ou de ces dispenses et la possibilité de poursuivre les épreuves dans la structure antérieure à partir du programme initialement présenté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1992 à l'exception de l'article 1er qui entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 20 novembre 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 562

[S-C — 29773]

20 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : lager secundair algemeen, technisch, kunst- en beroepsonderwijs)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : lager secundair algemeen, technisch, kunst- en beroepsonderwijs);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de noodzaak, de examencommissie van de Franse Gemeenschap onverwijld in staat te stellen, de wijziging van haar organisatie en werking doelmatig toe te passen, en de kandidaten de mogelijkheid te bieden, zich behoorlijk op examens voor die commissie voor te bereiden,

Bestuit :

Artikel 1. Artikel 14 van bovenbedoeld besluit van 14 september 1989 wordt door de volgende bepaling vervangen :

* Artikel 14. § 1 De inschrijvingsrechten zijn vastgesteld in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals gewijzigd. *

§ 2. Die rechten worden in geen geval terugbetaald. Ze mogen niet naar een volgende zitting overgedragen worden. Ze moeten bij elke inschrijving betaald worden.

§ 3. De betaling gebeurt op rekening 091-2110106-94 van de rekenplichtige der ontvangsten van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, 1010 Brussel.

Art. 2. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

* Art. 16. § 1. Het examen voor het getuigschrift bedoeld in artikel 9, 1^o, omvat 3 examenreeksen :

A. Eerste reeks : vier verplichte vakken : Frans, wiskunde, geschiedenis, aardrijkskunde.

B. Tweede reeks : twee verplichte vakken : wetenschappen, natuurkunde, scheikunde of biologie en een tweede moderne taal gekozen onder de volgende : Nederlands, Duits, Engels.

Het examen moderne taal bestaat uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

C. Derde reeks : één keuzevak (Latijn of economie) of twee vakken gekozen onder de volgende : derde moderne taal (Nederlands, Engels, Duits, Spaans of Italiaans), Grieks, aanvulling van wiskunde of aanvulling van wetenschappen.

De voorzitter bepaalt de vakken waarover een schriftelijk examen zal worden afgenomen, alsook de onderwerpen en vragen voor die examénts.

De gekozen tweede moderne taal (2e reeks) kan niet als 3e taal gekozen worden.

De kandidaat kan de drie reeksen in één, twee of drie zittijden afleggen. *

Art. 3. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

* Artikel 18. § 1. Het examen voor het getuigschrift bedoeld in artikel 9, 1^o, omvat drie examenreeksen :

A. Eerste reeks : vier verplichte vakken : Frans, wiskunde, geschiedenis, aardrijkskunde.

Die examens zijn schriftelijk, behalve een mondeling examen Frans.

B. Tweede reeks : mondelinge examens over specifieke vakken voor het vierde jaar van een afdeling of studierichting van het lager secundair beroepsonderwijs.

De kandidaat legt het leerplan voor van een school met volledig leerplan, naar keuze, die door de Gemeenschap georganiseerd, gesubsidieerd of erkend wordt.

C. Derde reeks : praktische proeven over het voorgelegde leerplan.

§ 2. Op grond van het voorgelegde leerplan voor het vierde jaar bepaalt de voorzitter welke vakken als specifiek moeten beschouwd worden.

§ 3. De kandidaat kan de drie reeksen in één, twee, drie zittijden afleggen. *

Art. 4. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

* Artikel 19. § 1. Voor alle vakken bedoeld in artikel 16 en voor de in de artikelen 17 en 18 bedoelde vakken van de eerste examenreeks worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van een programma, eigen aan de examencommissie.

§ 2. De leerplannen van de examencommissie worden vastgesteld door de Minister die voor het secundair onderwijs bevoegd is en worden de kandidaten op gewone aanvraag bezorgd. *

Art. 5. § 1. Artikel 32, § 2, van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

* e) voor de derde reeks, bedoeld in artikel 16, moet de kandidaat voor elk vak 50 % behalen. *

§ 2. Artikel 32, § 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 6. Om het getuigschrift van lager secundair onderwijs te behalen, moet de kandidaat geslaagd zijn voor de drie examenreeksen bedoeld in artikel 18 of voor de drie examenreeksen over hetzelfde voorgelegde programma, op voorwaarde dat de deelattesten behaald zijn binnen een periode van ten hoogste vijf jaar na het slagen voor de eerste examenreeks. *

Art. 6. Artikel 34 van hetzelfde besluit van 17 juni 1988 m.b.t. het eindexamen van lagere secundaire studies voor de examencommissie van de Staat voor het lager secundair onderwijs, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 7. Als overgangsmaatregel behouden de kandidaten die vóór 30 december 1992 :

— een deelattest bekomen hebben, overeenkomstig artikel 32, § 5 van hetzelfde besluit;

— één of meer vrijstellingen van ondervraging kregen overeenkomstig § 7 van hetzelfde artikel;

het voordeel van dat attest en/of die vrijstellingen en mogen zij, uitgaande van het vroeger voorgelegde leerplan, de examens volgens de vroegere structuren voortzetten.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1992, met uitzondering van artikel 1 dat op 1 januari 1992 van kracht wordt.

Brussel, 20 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF